

PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Quotidienne. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$12.00 \$6.00 \$3.00 \$1.00 POUR L'ETRANGER... \$15.00 \$7.50 \$3.75 \$1.25

Le Numéro Cinq Sous



PRIX DE L'ABONNEMENT. Edition Hebdomadaire. Un An. 6 Mois. 3 Mois. 1 Mois. POUR LES ETATS-UNIS... \$2.00 \$1.00 \$0.50 \$0.25 POUR L'ETRANGER... \$4.00 \$2.00 \$1.00 \$0.50

L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

POLITIQUE, LITTÉRATURE. PRO ARIS ET FOCIS. SCIENCES, ARTS. Journal Français Quotidien. NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN, 17 FEVRIER 1899. Fondé le 1er Septembre 1827



M. FELIX FAURE.

DEPECHEES

Télégraphiques

TRANSMISES A L'ABEILLE

SERVICE DE LA PRESSE ASSOCIEE

Service Spécial

DE TOUTES LES PARTIES DU MONDE.

MORT

M. Félix Faure

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE.

M. FAURE SUCCOMBE A UNE ATTAQUE D'APPOPLEXIE.

Les Derniers Moments du Président.

Il expire à dix heures du soir en présence des membres de sa famille.

BIOGRAPHIE DE M. FAURE.

Paris, France, 16 février.—M. Félix Faure, président de la République Française, est mort à dix heures du soir, après trois heures de maladie. Il a succombé à une attaque d'apoplexie.

On savait depuis quelque temps que le président Faure souffrait du cœur, mais on n'a appris qu'il était gravement atteint que ce soir à six heures 30, quand un message annonçant la maladie du président a été envoyé à M. Dupuy, président du conseil.

On savait depuis quelque temps que le président Faure souffrait du cœur, mais on n'a appris qu'il était gravement atteint que ce soir à six heures 30, quand un message annonçant la maladie du président a été envoyé à M. Dupuy, président du conseil.

LES DERNIERS MOMENTS

Vers six heures du soir M. Faure, qui se tenait dans son cabinet de travail, s'est présenté à la porte de M. Le Gall, son secrétaire particulier, et lui a dit: Je ne me sens pas bien; venez m'aider.

MORT

M. Faure restait conscient, mais les médecins ont prononcé son décès à dix heures, en présence des membres de la famille et de M. Dupuy.

Le président du conseil a alors communiqué la triste nouvelle à M. Loubet, président du Sénat, à M. Paul Deschanel, président de la Chambre des Députés, aux membres du cabinet et aux hauts fonctionnaires du gouvernement.

J'ai le triste devoir de vous annoncer la mort du Président, ce soir à dix heures, à la suite d'une attaque d'apoplexie.

Des ordres sévères ont été donnés, et les membres du cabinet sont seuls admis à l'Élysée.

L'Election du Nouveau Président à Versailles.

Versailles, 17 janvier.—L'Assemblée nationale convoquée au Palais de Versailles dans le but d'élire le successeur de Casimir-Périer a été appelée à l'ordre par M. Challemel-Lacour, président du Sénat, à une heure 10 minutes de l'après-midi.

Pendant le vote, les membres de l'Assemblée discutaient les chances de leurs candidats respectifs.

Il a été alors annoncé que M. Brisson avait réuni 338 suffrages, M. Faure 244, et M. Waldeck-Rousseau 184; voix perdues 28.

Lorsque le résultat du premier scrutin a été connu, la discussion sur les chances des candidats a recommencé.

Il a été procédé au second scrutin dans une demi obscurité, et les galeries, en conséquence, étaient très mal éclairées.

Le résultat a été annoncé au milieu d'un bruit étourdissant.

La scène a été absolument dépourvue de solennité et de dignité.

La foule attendait avec patience l'arrivée du nouveau Président.

Il était précédé des huissiers et suivi des membres du Cabinet.

La foule avait entendu les roulements des tambours annonçant la sortie du Président, mais elle n'a décelé aucun signe d'approbation.

Un train spécial l'attendait. Il est arrivé à Paris à neuf heures cinq minutes.

La nouvelle de l'élection de M. Faure s'était répandue dans la capitale et une foule immense s'était réunie sur la place du Havre.

Le Président s'est fait conduire directement à l'Élysée.

François Félix Faure était, jusqu'à ce soir, député de la Seine Inférieure. Il est né à Paris le 30 janvier 1841.

Le nouveau Président de la République Française était député depuis quatorze ans et avait fait partie des plus importants comités.

Le premier acte du nouveau Président.

Paris, 17 janvier.—Le premier

Le terrible froid A retenu plus d'un à la maison.

La Chambre bien chauffée était appréciée plus que jamais. A chaque pas vous trouverez de quoi embellir et rendre votre demeure confortable.

LEOPOLD LEVY,

723 Rue Canal, Est l'Homme.

BIOGRAPHIE DE M. FAURE.

François Félix Faure, député français, était né à Paris, le 30 janvier 1841; il avait été armateur au Havre et ancien président de la Chambre de Commerce de cette ville.

Lors de la formation du cabinet présidé par L. Gambetta, le 14 novembre 1881, M. Félix Faure devint sous-secrétaire d'Etat au nouveau ministère du commerce et des colonies, qu'il quitta le 26 janvier 1882 avec les autres membres du cabinet.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Le 24 septembre 1883, dans le dernier cabinet présidé par M. Jules Ferry, et donna sa démission avec tout le ministère le 31 mars 1885.

Krewé of Proteus

Les membres du cabinet qui accompagnent le président sont M. John D. Long, secrétaire de la marine; le général Russell A. Alger, secrétaire de la guerre; Coraullus M. Bliss, secrétaire de l'intérieur, et le maître général des postes, Charles Emory Smith.

Les autres personnes sont le membre du congrès C. S. Groves, le secrétaire Potter, le secrétaire particulier Cortelyou, le major Hepkin, le secrétaire adjoint M. Alger, et M. Webster, aide du président, M. Lyman J. Gage, secrétaire du trésor, est arrivé de son côté, venant directement de Chicago.

Le Club Home Market a offert l'hospitalité à tous les personnages de distinction qui ont accepté son invitation.

Il s'agit de plus brillant banquet que l'on ait jamais donné dans le pays. Le banquet aura lieu dans Mechanics Building.

Les visiteurs resteront peu de temps à Boston, seulement jusqu'à l'après-midi de demain. Mais ce sera un événement mémorable dans l'histoire du Club Home Market et dans celle de la ville de Boston, en général.

Une réception précédera le banquet qui aura lieu au Mechanics Hall, ce soir.

Demain matin, les visiteurs se rendront à la législature, et le président prononcera probablement un discours.

A 10 heures, il y aura un déjeuner dans les salles du Club Algonquin; il y seront les hôtes du Club Commercial. Ce club compte les hommes d'affaires importants et toutes les notabilités de la ville.

Immédiatement après ce déjeuner, le Président et ceux qui l'accompagnent partiront pour Washington.

Les généraux licenciés.

Washington, 16 février.—Les généraux-majors Butler et Sumner, et les généraux de brigade McKee, Wiley, Lincoln et Combs, tous de l'armée des volontaires, ont été honorablement licenciés aujourd'hui.

La haute commission conjointe.

Washington, 16 février.—Les membres de la commission anglo-américaine se sont réunis aujourd'hui comme à l'ordinaire. Ils se sont réunis pour discuter par la perspective d'un insuccès.

Le comité d'enquête.

Washington, 16 février.—La cour chargée de faire l'enquête sur les accusations portées par le général Miles, n'aura pas de séance publique, aujourd'hui; elle aura une réunion secrète pour s'organiser et s'entendre sur les procédures à suivre dans ces affaires. Tous les membres sont ici, excepté le général Davis, dont on n'avait pas encore reçu de nouvelles à 10h. du matin.

Fin de grève.

Washington, 16 février.—Dans une dépêche au département d'Etat M. Gudgeon, consul général des Etats-Unis à Panama, annonce que les patrons sont arrivés à un compromis avec les grévistes et que le travail a repris à Colon.

Les récents avis de cette ville annonçaient que la situation était critique et qu'une révolution pouvait résulter de la grève.

Le trafic entre les Etats-Unis et l'Espagne.

Le trafic entre les Etats-Unis et l'Espagne.

Washington, 16 février.—On sait qu'il n'existe pas de traité de commerce entre les Etats-Unis et l'Espagne, la guerre ayant aboli celui qui existait. Cela n'empêche pourtant pas le trafic entre les deux pays, quoique les produits américains y soient soumis au droit additionnel de 20 pour cent, par suite de l'abolition de tout traité.

Même dans ces conditions, l'agent consulaire des Etats-Unis, à Valencia, M. Martens, rapporte au Département d'Etat, qu'il y a en Espagne, une grande demande de blé américain. Un chargement de 4,000 tonnes de blé rouge vient d'arriver et a été fort bien accueilli.

Les importateurs en demandent davantage. Son prix, dit l'agent, lutte avec avantage contre celui du blé de Russie, malgré les 20 pour cent de surcroît qu'il est obligé de payer et dont est exempté celui de Russie. C'est le premier chargement qui soit arrivé directement des Etats-Unis, dans ce port, depuis la guerre.

L'agent consulaire en question est resté à son poste, durant toutes les hostilités, et il a continué à exercer ses fonctions, sans être le moins du monde molesté.

M. Dinamore, qui dirige la minorité du comité, déclare que cette minorité n'a encore adopté aucun plan. Seulement, elle peut proposer un amendement ayant pour but d'éliminer toute question relative au système colonial, dont la résolution semble impliquer l'adoption.

Plusieurs membres du comité ont déclaré qu'ils ne voteraient pas pour la résolution, si l'on peut en tirer des conséquences préjudiciables à l'administration. Vraies absences d'ensemble, par conséquent, de plan arrêté, se pense généralement que l'on ne se hâtera pas de discuter la question.

Le maître général des Postes a demandé aux deux Chambres de prendre une décision immédiate sur tout le système.

Voici en quelques mots l'esprit, sinon la lettre du rapport: Dans de nombreux cas où les amendes ont été recouvrées au moyen de procès civils comme dans les poursuites pour dette, on a cru plus efficace d'employer les poursuites criminelles.

On a aussi travaillé à établir une plus exacte proportion entre la gravité de l'affaire et la pénalité qui en résulte.

Les lois qui ont été adoptées successivement, offrent à cet égard de grandes déficiences. Il a été fait de nombreuses corrections dans le texte actuel des lois et dans la définition exacte des délits. Une clause a été insérée en vue d'interdire désormais tout dépôt particulier de lettres. Cette clause est en parfaite conformité avec la politique générale du gouvernement.

Dans les grandes villes, cette habitude a occasionné de véritables abus et de grandes fraudes. A New York, par exemple, on a abusé d'une façon criminelle, aux dépens de la vie de certaines gens.

Une section nouvelle interdirait l'exercice illégal des fonctions de maître de poste, en vue de prévenir des manœuvres malhonnêtes.

Une autre clause est rédigée de façon à prévenir toute affaire qui a pour but de détourner tout argent ou toute propriété appartenant aux Etats-Unis. Ceci est un amendement à la section 3478 des Statuts Révisés.

Il a été aussi adopté, une autre clause en vue d'assurer la punition

des voleurs des malles en transit, lesquels échappaient au châtiment qui leur était dû, par suite de la quasi-impossibilité de se procurer des témoins contre ces malfaiteurs.

Une foule d'autres réformes sont aussi établies, d'après le rapport, pour éviter une foule d'abus, de crimes, tels que la négligence de la part des employés de faire parvenir les lettres à ceux qu'elles sont destinées; la vente des timbres, en dehors de la juridiction légale en vue d'augmenter le taux de droit; la vente et le transport d'articles obscènes, la transmission d'articles empoisonnés infectueux ou sujets à explosion; en un mot, de toute espèce de délit ou de négligence dont peut se rendre coupable un employé de la poste.

Le manque d'entente A LA CHAMBRE.

Washington, 16 février.—Les membres de la Chambre qui ont tenu à fond les questions étrangères, disent que l'on n'a encore pris aucune décision à propos de la résolution McNery, relativement aux Philippines, laquelle a été adoptée par le Sénat. Elle sera très probablement renvoyée au comité des affaires étrangères, bien que, suivant l'avis général, il résulte, par le fait même de la ratification du traité que les Philippines ne sont plus un territoire étranger.

Le comité des affaires étrangères se réunit conformément à l'appel de son chairman, Hitt, et a donné avis n'a été donné à cet effet.